

[Texte]

any region of Canada or to the movement of commodities through Canadian ports.

We feel that the present system is contrary to both of these concepts.

The B.C. Federation of Agriculture proposes that the export rate, that is, Crowsnest rate, be extended to include shipments of domestic use grain. To administer this rate the Federation suggests that all B.C. destination points be grouped as one and be assessed the "point of origin to Vancouver" rate. The blanket rate would return a greater revenue to the railroads than would a proportionately calculated one and is acceptable to the farmers of B.C.

The benefits of this scheme would be twofold:

(a) Farmers and ranchers would be able to plan for the future with a greater degree of certainty. We have already pointed out that the B.C. sectors of agriculture using feed grains do not represent their fair share of the Canadian totals.

(b) The Feed Freight Assistance program would no longer be required in British Columbia. This would result in a direct saving to the federal treasury of approximately \$2 million annually in subsidy payments. Also saved indirectly would be the administrative costs of the scheme.

The next section deals with farm credit.

In order to establish the importance of farm credit in its various forms we submit the following.

The total agricultural investment for Canada has been determined at \$21.2 billion with the total estimated outstanding debt of Canadian farmers set at \$3.8 billion or 18.2 per cent of the total investment.

The 1966 census states that there were 430,522 farms in Canada. The following table relates to the capital value, number of farms and value of products sold.

[Interprétation]

merce en provenance et à destination de n'importe quelle région du Canada ou le mouvement des denrées par les ports du Canada.

Nous croyons que le système actuel va à l'encontre de ces deux concepts. La fédération de l'agriculture de la Colombie-Britannique propose que le tarif de l'exportation, qui est le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, soit élargi pour inclure les expéditions de céréales utilisées au Canada. La fédération propose, pour appliquer ce tarif, que tous les points à destination de la Colombie-Britannique soient groupés en un seul et qu'on évalue le tarif du «point d'origine à Vancouver». Le taux général assurerait aux chemins de fer, une plus grande source de revenu que ne le ferait un taux proportionnel, et il est acceptable par les agriculteurs de la Colombie-Britannique.

Les avantages de ce programme seraient doubles.

a) Les agriculteurs et les éleveurs pourraient prévoir l'avenir avec plus de certitude. Nous avons déjà signalé que le secteur agricole de la Colombie-Britannique qui utilise les grains de provende ne représente pas un partage équitable des sommes totales du Canada.

b) Le programme d'aide relative au transport des grains de provende ne serait plus nécessaire en Colombie-Britannique. Cela entraînerait une épargne directe, pour le trésor fédéral, de l'ordre d'environ 2 millions de dollars par année en versements de subventions et, indirectement, elle proviendrait du coût d'administration du programme.

La prochaine section traite du crédit agricole.

En vue d'établir l'importance des crédits agricoles suivant leurs différentes formules, nous proposons ce qui suit.

Tout l'investissement agricole pour le Canada s'élève à 21.2 milliards de dollars avec la dette totale des agriculteurs canadiens qui équivaut à 3.8 millions de dollars ou 18.2 p. 100 de l'ensemble de l'investissement.

Le recensement de 1966 indique qu'il y avait 430,522 fermes au Canada. Le tableau suivant montre la valeur d'immobilisation, le nombre des exploitations agricoles et la valeur des produits vendus. Je n'ai pas à vous faire la lecture de ce tableau. Si vous voulez, nous pourrions y revenir plus tard.